

## Les déterminants du chômage des jeunes diplômés de la Formation Professionnelle au Maroc : Une analyse des facteurs prioritaires et des politiques publiques

The determinants of unemployment among young vocational training graduates in Morocco: An analysis of priority factors and public policies.

Auteur 1 : OUDDACH Amal.

Auteur 2 : TLATY Mamdouh.

**OUDDACH Amal,**

ORCID : 0009-0008-0732-7715

Laboratoire de recherche en science et gestion des organisation,  
École Nationale de Commerce et de Gestion de Kénitra,  
Université Ibno Tofail, Kénitra, Maroc

**Dr.TLATY Mamdouh**

Laboratoire de recherche en science et gestion des organisation,  
École Nationale de Commerce et de Gestion de Kénitra,  
Université Ibno Tofail, Kénitra, Maroc

**Déclaration de divulgation** : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts** : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article** : OUDDACH .A & TLATY .M (2025)« Les déterminants du chômage des jeunes diplômés de la Formation Professionnelle au Maroc : Une analyse des facteurs prioritaires et des politiques publiques », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 31 » pp: 0323 – 0348.



DOI : 10.5281/zenodo.16738776  
Copyright © 2025 – ASJ



## Résumé

Le chômage demeure un dysfonctionnement majeur du marché du travail, particulièrement prononcé chez les jeunes diplômés de la formation professionnelle (FP) au Maroc. Cette étude vise à identifier les facteurs prioritaires expliquant la persistance de ce phénomène, en proposant une analyse approfondie des dynamiques du marché du travail marocain et des politiques publiques de l'emploi. Basée sur une méthodologie quantitative, l'étude s'appuie sur une enquête menée auprès de 200 jeunes diplômés de la FP dans les régions de Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra, avec un traitement des données par régression logistique. Les résultats mettent en évidence l'influence significative de la localisation géographique des opportunités d'emploi, de la promotion de l'esprit entrepreneurial, du diplôme obtenu, et des réseaux personnels (liens de parenté) sur l'insertion professionnelle. L'article analyse également l'évolution du marché du travail marocain à la lumière des dernières statistiques du Haut-Commissariat au Plan (HCP) et des stratégies gouvernementales de lutte contre le chômage, notamment celles de la FP. En conclusion, des recommandations ciblées sont formulées pour affiner les politiques d'emploi, en insistant sur la nécessité d'une approche intégrée qui conjugue croissance économique, développement des compétences et promotion de l'auto-emploi, afin d'optimiser l'employabilité des jeunes diplômés et de réduire le chômage structurel.

**Mots-clés :** Chômage, Jeunes diplômés, Formation professionnelle, Politiques publiques,

## **Abstract**

Unemployment remains a major dysfunction in the labor market, particularly affecting graduates of vocational training in Morocco. This study aims to identify the key factors explaining the persistence of this phenomenon by providing an in-depth analysis of the dynamics of the Moroccan labor market and public employment policies. Based on a quantitative methodology, the research draws on a survey conducted among 200 graduates in the regions of Casablanca-Settat and Rabat-Salé-Kénitra, with data processed using logistic regression. The results highlight the significant influence of geographical accessibility to job opportunities, entrepreneurial intention, the level of education obtained, and personal networks (family ties) on professional integration. The article also examines the evolution of the Moroccan labor market considering recent statistics from the High Commission for Planning (HCP) and government strategies to combat unemployment, particularly those related to vocational training. In conclusion, targeted recommendations are proposed to improve employment policies, emphasizing the need for an integrated approach that combines economic growth, skills development, and entrepreneurship promotion to enhance the employability of young graduates and reduce structural unemployment.

**Keywords:** Unemployment, Young graduates, Vocational training, Public policies,

## Introduction

Le chômage constitue l'un des dysfonctionnements majeurs des marchés du travail, affectant profondément l'économie et la société des nations. Selon le Bureau International du Travail (BIT), il se définit comme la situation des personnes en âge et en capacité de travailler, privées d'emploi, qui cherchent activement un poste vacant et sont disponibles pour l'occuper. Au Maroc, la population se caractérise par sa jeunesse et une tendance marquée à l'urbanisation, des dynamiques qui ont des effets structurants sur l'activité économique et le niveau de chômage global.

Historiquement, le marché du travail marocain a présenté des évolutions contrastées. Au début de 2019, malgré des créations de postes, le nombre total de chômeurs restait significatif, avec des taux élevés pour les jeunes et les diplômés.

Plus récemment, les dynamiques du marché du travail ont montré une situation de chômage persistant et même en augmentation, selon les dernières publications du Haut-Commissariat au Plan (HCP). Le taux de chômage national a atteint des niveaux élevés ces dernières années, avec une progression notable du nombre de personnes sans emploi. Cette situation est particulièrement difficile pour les diplômés supérieurs, qui enregistrent un taux de chômage significativement plus élevé que la moyenne. Une part importante du chômage est de longue durée, et de nombreux jeunes sont des primo-demandeurs d'emploi. Les femmes et les jeunes sont des catégories particulièrement vulnérables face à ce phénomène. Le milieu rural a également subi un impact marqué, en partie lié à des facteurs climatiques comme la sécheresse. Ces tendances confirment la persistance d'un défi majeur pour le Maroc, particulièrement pour les jeunes et les diplômés, segments de la population qui subissent toujours des taux de chômage significativement plus élevés. L'objectif des gouvernements est d'atteindre un taux de chômage aussi faible que possible, compatible avec d'autres objectifs économiques et sociaux. Au Maroc, l'insertion des jeunes diplômés est érigée en priorité politique, la majorité des mesures publiques de l'emploi leur étant destinées. Le chômage des diplômés constitue ainsi le problème majeur de déséquilibre sur le marché du travail marocain, résultant de divers facteurs qui méritent une exploration approfondie.

La présente recherche vise précisément à répondre à cette problématique : **Quels sont les facteurs prioritaires explicatifs du chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle au Maroc ?** L'étude se propose d'expliquer et de synthétiser les éléments de réponse à cette problématique, au bénéfice de la communauté scientifique et du public, en vue de cerner de près les déterminants de la persistance du chômage chez les jeunes diplômés

marocains. L'analyse s'appuiera sur des hypothèses qui seront testées et vérifiées par la confrontation avec les données empiriques.

## I. Cadre conceptuel

Le chômage des jeunes diplômés a été largement analysé dans la littérature, à travers des variables économiques, institutionnelles et individuelles. Dans notre recherche, quatre dimensions explicatives prioritaires ont été retenues, fondées sur des résultats empiriques nationaux et internationaux.

- **Investissement public et dynamique territoriale (H1)** : Plusieurs travaux (Layard et al., 1991 ; Blanchard & Wolfers, 2000) ont montré que la répartition des investissements publics a un effet direct sur la création d'emplois formels, en particulier dans les zones rurales ou périphériques. Au Maroc, la concentration des projets d'envergure dans certaines régions alimente les déséquilibres territoriaux du marché du travail (HCP, 2024).
- **Adéquation formation-emploi (H2)** : L'inadéquation entre les compétences acquises et les besoins des employeurs est une cause structurelle du chômage des diplômés (Becker, 2009 ; Gautié, 2015). La formation professionnelle marocaine, bien que renforcée, peine à répondre aux exigences d'un marché en transformation rapide (HCP, 2024).
- **Politiques d'emploi et efficacité des dispositifs publics (H3)** : Des études comme celles de Nickell (1997) ou Pissarides (2000) mettent en avant le rôle des politiques actives de l'emploi. Au Maroc, les dispositifs d'insertion comme l'ANAPEC ou les programmes auto-emploi manquent souvent de coordination et de suivi qualitatif (Mohamed, 2015).
- **Caractéristiques individuelles et variables socioculturelles (H4)** : L'âge, le genre, le niveau de diplôme ou encore l'esprit entrepreneurial influencent significativement l'accès à l'emploi (Kabeer, 1999 ; Agarwal, 1997 ; Chiappori, 2012). Le rôle des réseaux sociaux ou familiaux dans l'embauche a également été mis en évidence dans plusieurs études sur les marchés informels du travail.

## II. État des Lieux du Chômage au Maroc

Le marché du travail marocain, à l'instar de ceux de nombreux pays, est en constante transformation sous l'effet des évolutions sociales, économiques, technologiques et institutionnelles. Analyser ses tendances d'évolution est crucial pour comprendre les déséquilibres persistants, en particulier le chômage. Cette section dresse un état des lieux des

caractéristiques de l'offre et de la demande de travail au Maroc et met en lumière la dynamique du chômage, en s'appuyant sur les données du Haut-Commissariat au Plan (HCP) jusqu'aux dernières statistiques disponibles.

### **1. Caractéristiques du Marché du Travail Marocain**

Le Maroc a connu une évolution démographique importante, se traduisant par un changement de la structure par âge de la population. La pyramide des âges s'est ainsi transformée, avec un rétrécissement de la base (baisse de la population de moins de 15 ans) et une croissance des tranches d'âges intermédiaires (15-59 ans) et supérieures (60 ans et plus).

Concernant le niveau de qualification, des progrès ont été réalisés. La part des jeunes (de la population d'âge actif) sans diplôme a diminué de 68,6% en 2000 à 58,6% en 2014, tandis que celle des diplômés de niveau moyen et supérieur a augmenté (passant de 9,9% à 13% pour les bacs et plus entre 2000 et 2014). Néanmoins, la participation des jeunes et des femmes à l'activité est jugée faible. Le taux d'activité national a baissé de 53,1% en 2000 à 46,4% en 2016. Pour les jeunes de 15 à 24 ans, le taux d'activité a chuté de 17,3 points entre 2000 et 2016. En 2016, le taux d'activité des femmes était de 23,6%, presque 23 points de moins que la moyenne nationale, et l'un des plus bas de la région MENA.

L'emploi a évolué à un rythme modéré au Maroc pour les individus de 15 ans et plus pendant la période entre 2000 et 2016, avec une création annuelle moyenne de 106 000 emplois nets. Le secteur des services est devenu le premier employeur (67% du total des emplois créés entre 2000-2014), suivi par les BTP (24%), tandis que l'agriculture et l'industrie ont connu une baisse de leur part dans l'emploi total due à la modernisation et la concurrence internationale. Cette tertiarisation progressive s'explique par l'exode rural et l'attractivité de certains secteurs et des BTP, tandis que l'emploi public a diminué à la suite des réformes gouvernementales. Le secteur informel, bien que contribuant à l'emploi, est caractérisé par des emplois précaires ne respectant pas toujours la législation du travail.

### **2. La Dynamique du Chômage au Maroc : Tendances et Profils**

Historiquement, le volume global du chômage au Maroc a montré des fluctuations. Une baisse tendancielle a été observée au début des années 2000, mais cette évolution a masqué des réalités contrastées selon les catégories de population et les périodes, comme le montrent les statistiques plus récentes.

Selon les dernières publications du Haut-Commissariat au Plan (HCP), la situation du marché du travail marocain en 2024 et au premier trimestre 2025 révèle des défis persistants :

**Tableau n°1 : Dynamique du Chômage au Maroc**

<b>Taux de chômage national</b>	Le taux de chômage a atteint <b>13,3% en 2024</b> , avec un léger recul à <b>13,3% au premier trimestre 2025</b> , après avoir été à 13% en 2023. Il était de 13,6% au troisième trimestre 2024.
<b>Nombre de chômeurs</b>	Le nombre total de chômeurs au niveau national a continué d'augmenter, atteignant environ <b>1 638 000 personnes sans emploi en 2024</b> .
<b>Chômage par genre</b>	Les femmes continuent d'être plus touchées, avec un taux de chômage de <b>25,9% en 2024</b> , contre 20,1% pour les hommes.
<b>Chômage des jeunes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans reste très élevé, atteignant <b>22,7% en 2024</b>. Pour les 15-24 ans en milieu urbain, ce taux se rapproche de 50%.</li> </ul>
<b>Chômage des diplômés</b>	Le chômage des diplômés supérieurs est particulièrement élevé, s'établissant à <b>25,7% en 2024</b> . Les diplômés représentent une part importante des chômeurs
<b>Chômage rural vs. Urbain</b>	Le milieu rural a connu une augmentation significative du chômage en 2024, en partie due à la sécheresse, avec un taux atteignant 21,4% en milieu rural contre 21,2% en milieu urbain (selon une source citant le RGPH 2024). Cependant, d'autres sources du HCP indiquent un taux de chômage urbain à 16,9% et rural à 6,8% en 2024, et en T1 2025, 14,5% en urbain et 3,8% en rural. Il convient de noter ces nuances entre les différentes publications du HCP.
<b>Chômage de longue durée et primo-demandeurs</b>	La part du chômage de longue durée (plus d'un an) représente <b>62,1% du total du chômage en 2024</b> , ce qui confirme la difficulté d'insertion. Les primo-demandeurs d'emploi représentent <b>50,7% des chômeurs</b>

**Source : HCP Maroc**

Ces statistiques confirment la vulnérabilité des jeunes diplômés et des primo-demandeurs d'emploi, soulignant une inadéquation persistante formation-emploi. Le chômage reste particulièrement élevé chez les jeunes marocains, les diplômés, et dans les zones urbaines (bien

que le rural soit également touché par la conjoncture). L'insertion socioprofessionnelle est d'autant plus difficile pour les jeunes que près de 6 chômeurs sur 10 (58,5% en 2019) sont à la recherche de leur premier emploi, et plus des deux-tiers (68,3% en 2019) sont en chômage depuis un an ou plus. Les taux de chômage les plus élevés sont relevés parmi les femmes (14,7% en 2019 contre 8,5% chez les hommes). La situation régionale du marché du travail montre également une concentration des actifs et des chômeurs dans certaines régions comme Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra.

### **III. Politiques Publiques de Lutte contre le Chômage des Diplômés de la Formation Professionnelle**

La formation peut être définie comme un investissement tactique ou un axe stratégique pour le développement des qualifications et des compétences individuelles (savoir, savoir-faire, savoir-être). Le taux de chômage, en tant qu'indicateur de la santé économique et de l'évaluation des politiques menées par l'État, met en lumière les problèmes d'insertion des jeunes diplômés qui résultent de divers facteurs. Il est donc essentiel d'analyser les actions gouvernementales de lutte contre ce phénomène et les enjeux des programmes mis en place.

#### **1. La Gouvernance et les Mesures Spécifiques de Lutte contre le Chômage**

Face aux transformations du marché du travail et à l'augmentation du chômage des jeunes, le Maroc a développé des politiques d'emploi et des réformes du marché du travail, souvent issues d'un dialogue social entre le gouvernement et les partenaires socio-professionnels. Les solutions visent à renforcer la croissance économique pour une « croissance inclusive riche en emploi salarié ». Cela passe par le soutien financier aux jeunes et aux entreprises (subventions salariales, réductions de taxes) pour inciter à l'embauche.

L'État intervient pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes diplômés via des mesures spécifiques favorisant l'emploi indépendant et la lutte contre le chômage. Les interventions publiques, bien que nécessaires, doivent être efficaces et adaptées aux conditions de mise en œuvre, d'où l'intérêt crucial de la politique publique de l'emploi. Depuis le début des années 1990, le Maroc s'est préoccupé de l'insertion des jeunes diplômés, avec des propositions comme le « programme d'urgence d'insertion des jeunes diplômés » du Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir (CNJA) en 1991. Les pouvoirs publics se sont engagés dans une politique volontariste de lutte contre le chômage, définie notamment lors des deuxièmes assises nationales de l'emploi "Initiatives-Emploi" en 2005. Cette politique s'appuie sur deux piliers : une politique économique génératrice de richesses et d'opportunités d'emploi, et une politique

active de promotion de l'emploi salarié (programme "Idmaj"), d'amélioration de l'employabilité (programme "Taehil"), et d'appui à l'auto-emploi ("Auto-emploi").

L'évolution de la politique active de l'emploi au Maroc a connu trois étapes majeures :

- **1ère étape (1998) :** Mise en place du cadre institutionnel, réglementaire et financier de la politique active de l'emploi et des mesures adoptées lors des 1ères assises de l'emploi. Une réforme du système d'éducation et de formation a été lancée avec la charte de 2000.
- **2ème étape (2005) :** Organisation des "Initiatives-Emploi" et adoption des mesures visant « la promotion de l'emploi salarié, l'amélioration de l'employabilité et l'appui à l'auto-emploi ».
- **3ème étape (2015) :** Mise en place de la « Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE) 2015-2025 », qui dresse les principales orientations des politiques publiques en matière d'éducation et d'emploi. La SNE repose sur 4 principaux axes : promouvoir la création d'emploi, valoriser le capital humain, améliorer l'efficacité des programmes actifs de l'emploi et renforcer l'intermédiation du marché du travail, et développer le cadre de gouvernance du marché du travail.

## 2. La Politique de Relance de l'Emploi 2017-2021 et au-delà

La politique de relance de l'emploi 2017-2021, dont l'objectif était la réduction du taux de chômage à moins de 8,5% en 2020-2021 et la création de plus de 200 000 emplois, s'est basée sur cinq orientations :

- **Promouvoir la création d'emplois :** Soutien de l'investissement productif et de l'économie sociale et solidaire (ESS).
- **Renforcer l'adéquation éducation-formation et marché du travail :** Amélioration du niveau linguistique, de l'esprit entrepreneurial des jeunes, et mise en place d'observatoires régionaux du marché du travail.
- **Appuyer les programmes dynamiques de promotion de l'emploi :** Requalification et évaluation des programmes existants, et promotion de partenariats.
- **Améliorer les conditions de travail des employés :** Élaboration d'une charte sociale, législation syndicale, et renforcement de la santé et sécurité professionnelle.
- **Dimension régionale de l'emploi :** Généralisation des programmes de promotion de l'emploi et formation des acteurs locaux.

Ces orientations ciblent notamment le milieu rural en prévoyant des formations pour les jeunes diplômés de ces régions et un soutien à l'auto-emploi.

### 3. La Formation Professionnelle (FP) et la Lutte contre le Chômage au Maroc

Historiquement, l'évolution de la formation professionnelle au Maroc s'est structurée autour de plusieurs phases clés. D'après Benkerroum et El Yakoubi (2005), elle débute entre 1912 et 1944 comme une activité intégrée à l'artisanat traditionnel, se pratiquant dans les petites fabriques. À partir de 1945, sous l'effet de politiques coloniales de développement, apparaissent des structures plus formelles comme les centres d'apprentissage et les enseignements techniques. Après l'indépendance, de 1956 à 1984, le système hérité du protectorat reste marqué par une fragmentation et une coordination limitée entre les acteurs, faute d'une vision globale de la formation professionnelle

Le système marocain de la formation professionnelle a évolué à travers différentes périodes. Avant le Protectorat, la FP était traditionnelle et intégrée à l'artisanat. De 1945 à l'indépendance, de nouvelles structures de formation plus ouvertes aux jeunes ont été organisées. De 1956 à 1984, le système a connu une instabilité de coordination due à la multiplicité des départements formateurs. Des institutions clés comme le Haut-Commissariat à la FP (1963) et l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) (1974) ont été créées.

La réforme de 1984 a visé à doter le secteur d'un système articulé efficace et efficient, en augmentant la capacité d'accueil, en ajustant la qualité de la formation aux exigences du marché et en minimisant les coûts. Depuis 1995, la FP a été élevée au rang de ministère, puis regroupée avec l'emploi en 1997, dans le but de rapprocher la formation des besoins du marché du travail et de contribuer au développement social.

Actuellement, le système de la FP vise à développer les compétences techniques et opérationnelles des individus pour leur insertion professionnelle. Il s'adresse à un large public (jeunes de 16 ans jusqu'aux adultes), est géré par le ministère, les opérateurs privés et l'OFPPT, et privilégie l'acquisition d'un « savoir-faire professionnel ». Les objectifs de la réforme du système de la FP sont le développement de la FP comme instrument de valorisation des ressources humaines, l'amélioration continue de sa qualité et de son adaptation au marché, et la promotion de l'emploi des lauréats.

La FP fait face à de grands défis liés à la mondialisation et à la compétition internationale, qui exigent une meilleure adéquation des qualifications aux besoins des entreprises. Les principaux défis sont la mise à niveau de l'économie, l'intégration sociale et professionnelle des populations marginalisées, et l'efficacité du dispositif de formation. Les efforts récents (Loi de Finances 2019, discours royal 2018) visent à moderniser l'offre de FP, à diversifier et valoriser les métiers, et à moderniser les méthodes pédagogiques.

**- La Stratégie Nationale de la FP (SNFP) de lutte contre le chômage :**

Lancée en 2011 et adoptée le 29 juillet 2015 (SNFP 2021), cette stratégie s'aligne sur la vision stratégique de réforme 2015-2030 du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS). Elle repose sur le droit à la FP établi par la Constitution, les Orientations Royales et les dispositions de la Charte Nationale d'Éducation et de Formation. La SNFP 2021 vise à assurer la formation « partout, pour tous et tout au long de la vie », avec une ouverture vers les milieux ruraux et les familles à revenu limité, l'État se chargeant des frais pour ces catégories. Elle met l'accent sur le développement des compétences techniques et des compétences clés (soft-skills). La stratégie renforce également la gouvernance participative du système, en donnant un rôle accru aux Régions et aux professionnels dans la définition des besoins en formation et le financement. En dépit de ces efforts, l'analyse des politiques publiques révèle des insuffisances de ciblage sur les catégories les plus nécessiteuses (femmes, jeunes, handicapés) et un impact parfois faible sur les perspectives d'emploi, souvent influencé par la situation économique globale du pays.

**IV. Méthodologie de l'Étude.**

Cette recherche adopte une posture hypothético-déductive, fondée sur des hypothèses théoriques préalablement formulées à partir de la littérature, que nous testons empiriquement. Ce choix découle de notre volonté d'identifier les facteurs les plus déterminants du chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle au Maroc, à partir de données quantifiables. Le recours à la régression logistique s'inscrit dans cette logique, car il permet de mesurer l'impact relatif de chaque variable explicative sur la probabilité d'être au chômage. Ce positionnement s'appuie sur une épistémologie positiviste, privilégiant l'observation mesurable des faits sociaux et l'établissement de relations causales.

L'étude vise à identifier les facteurs prioritaires explicatifs du chômage des jeunes diplômés de la Formation Professionnelle au Maroc. Pour ce faire, une approche quantitative a été adoptée, centrée sur l'analyse de l'impact de différentes variables explicatives.

<p><b>Niveau d'investissement public</b></p>	<p>H0 : Le niveau d'investissement public (y compris sa répartition sectorielle et territoriale) n'a pas d'effet significatif sur la probabilité de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle.</p> <p>H1 : Le niveau d'investissement public a un effet significatif sur la probabilité de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle.</p>
--	---

<b>Relation éducation-emploi</b>	<p>H0 : L'adéquation entre l'éducation/formation et l'emploi n'a pas d'effet significatif sur la probabilité de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle.</p> <p>H1 : L'adéquation entre l'éducation/formation et l'emploi a un effet significatif sur la probabilité de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle.</p>
<b>Politiques d'emploi inadaptées</b>	<p>H0 : Les politiques d'emploi (programmes d'insertion, contrats d'insertion, dispositifs d'accompagnement) n'ont pas d'effet significatif sur la probabilité de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle.</p> <p>H1 : Les politiques d'emploi ont un effet significatif sur la probabilité de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle.</p>
<b>Profils individuels des diplômés</b>	<p>H0 : Les caractéristiques individuelles (niveau de diplôme, genre, âge, préférence pour le secteur public, culture entrepreneuriale) n'ont pas d'effet significatif sur la probabilité de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle.</p> <p>H1 : Les caractéristiques individuelles ont un effet significatif sur la probabilité de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle.</p>

Pour analyser l'impact de ces variables explicatives du chômage des jeunes diplômés de la FP, cette étude a adopté une approche quantitative. L'outil principal d'analyse est le modèle de régression logistique, choisi car la variable dépendante (situation de chômage ou non) est dichotomique (codée 0-1). Ce modèle permet de déterminer les variables importantes pour expliquer la présence ou l'absence du chômage.

La régression logistique permet d'exprimer la probabilité  $p$  qu'un événement (ici, l'individu soit en chômage) se réalise en fonction de variables explicatives. Cette relation est modélisée à l'aide de la fonction Logit.

La formalisation mathématique de la régression logistique est la suivante :

$$\text{logit}(p(Y = 1|X)) = \ln \left( \frac{p(Y=1|X)}{1-p(Y=1|X)} \right) = \beta_0 + \beta_1 x_1 + \dots + \beta_j x_j$$

Où :

- Y est la variable à expliquer qualitative valant 1 si l'individu est en chômage, et 0 si ce n'est pas le cas.
- $X=[x_1, \dots, x_j]$  représente les variables explicatives du chômage, qui peuvent être qualitatives ou quantitatives. Ces variables doivent être corrélées avec la variable à expliquer.
- $\beta_0, \beta_1, \dots, \beta_j$  sont les coefficients de régression à estimer. Ces coefficients "Beta" permettent de mesurer l'influence de chaque variable explicative sur la probabilité du chômage. Par exemple, l'exponentielle du coefficient ( $\text{Exp}(B)$  ou odds ratio) quantifie l'impact du changement d'une variable explicative sur la probabilité du chômage.

L'estimation des coefficients du modèle est réalisée à l'aide de la technique du maximum de vraisemblance, via des algorithmes itératifs comme celui de Newton-Raphson. Pour la validation du modèle, des tests sont effectués :

- Le **test de Wald** permet de tester la significativité de chaque coefficient, l'hypothèse nulle étant que le coefficient est nul.
- Le **critère d'information d'Akaike (AIC)**, calculé comme  $AIC = -2 \times \ln(L) + 2k$  (où k est le nombre de paramètres du modèle et L la vraisemblance), est utilisé pour choisir le nombre optimal de paramètres, en privilégiant le modèle qui minimise cette quantité.
- Le **test de Hosmer-Lemeshow** évalue statistiquement la qualité de prévision du modèle en comparant les valeurs prédites et observées, indiquant s'il existe un écart significatif.

Le choix et la transformation des variables explicatives sont cruciaux. Les variables quantitatives peuvent être intégrées linéairement ou discrétisées si l'influence par seuil est observée. Les variables qualitatives présentant trop de modalités sont regroupées par des techniques de classification ascendante hiérarchique pour simplifier le modèle sans altérer leur sens.

### 1. Population d'Étude et Échantillonnage

L'étude a été menée sur un échantillon de **200 jeunes diplômés de la formation professionnelle**. L'échantillon se compose de 46% de femmes et 54% d'hommes, issus des régions « Casa-Settat » et « Rabat-Salé-Kénitra ». Les participantes ont été sélectionnées sur la base de leur implication et de la diversité de leurs profils.

### 2. Outils de Collecte de Données

Un questionnaire détaillé a été élaboré pour recueillir les données. Il a été administré lors d'entretiens guidés et a couvert diverses dimensions : données personnelles (âge, sexe, état

matrimonial, taille du ménage, milieu de résidence), niveau d'instruction, durée et diplôme de la FP, expériences professionnelles, sources d'offres d'emploi, moyens de candidature, préférence sectorielle, perception de la responsabilité du chômage, esprit entrepreneurial, et statut d'emploi (travailleur ou chômeur). Des questions de développement ont également exploré le déséquilibre offre-demande, l'investissement de l'État, la relation éducation-formation-emploi, et les caractéristiques individuelles.

## V. Résultats de l'Étude Empirique

Cette section présente les principaux résultats de l'étude quantitative, basés sur l'analyse descriptive de l'échantillon et le traitement des données par régression logistique, pour identifier les facteurs prioritaires expliquant le chômage des jeunes diplômés de la FP.

### 1. Analyse descriptive des résultats

L'étude a été faite sur un échantillon de 200 jeunes diplômés de la formation professionnelle, dont 46% sont des femmes et 54% des hommes. Ces jeunes proviennent des régions « Casa-Settat » et « Rabat-Salé-Kénitra ». 66% des répondants étaient travailleurs et 34% étaient chômeurs. La majorité (59%) des jeunes interrogés était âgée de 18 à 35 ans, et 96% résidaient en milieu urbain. Le niveau d'instruction des questionnés, qui ont déjà reçu une FP de plus d'un an (85% d'entre eux), était positivement révélateur : 92% ont un niveau d'instruction supérieur, et 7% ont un niveau secondaire.

L'analyse descriptive a mis en évidence plusieurs faits :

- **Préférence sectorielle et perception des politiques d'emploi** : 56 % des jeunes interrogés expriment une préférence pour travailler dans le secteur privé, tandis que 64 % considèrent que la responsabilité principale du chômage incombe à l'État, contre 36 % qui estiment que la responsabilité est individuelle ou liée au hasard. Cette perception montre une attente forte vis-à-vis des politiques publiques d'emploi, et confirme l'importance d'examiner l'adéquation de ces politiques avec les besoins des diplômés (Hypothèse 3), ainsi que l'influence des préférences individuelles sur leur insertion professionnelle (Hypothèse 4).
- **Situation d'emploi des actifs** : Parmi les 66 % de jeunes diplômés en situation d'emploi, 53 % travaillent dans le secteur privé, dont 34,3 % en auto-emploi (création de leur propre projet). De plus, 35 % ont bénéficié d'un lien de parenté avec l'employeur pour accéder au travail. Quant aux contrats, 44,8 % disposent d'un CDI, 27 % d'un CDD, et 13 % d'un contrat ANAPEC, tandis qu'une part non négligeable exerce dans le secteur informel, caractérisé par la précarité et l'absence de protection sociale. Par ailleurs, 58 % des travailleurs ont été embauchés sans expérience préalable. Ces éléments traduisent l'impact

potentiel du niveau d'investissement public (Hypothèse 1) sur la création d'opportunités d'emploi stables et formels, ainsi que le rôle déterminant de certaines variables individuelles comme les réseaux familiaux ou l'esprit entrepreneurial (Hypothèse 4).

- **Situation des chômeurs** : Chez les 34 % de jeunes au chômage, 42,9 % sont en recherche d'emploi depuis moins de 6 mois et 28,6 % depuis 1 à 3 ans, tandis que 49 % ne reçoivent aucun retour à leurs candidatures. Ce constat peut refléter une inadéquation entre leur formation professionnelle et les compétences réellement demandées sur le marché (Hypothèse 2), ainsi que des obstacles liés à des facteurs individuels (Hypothèse 4).
- **Esprit entrepreneurial et contraintes financières** : Près de 48 % des chômeurs envisagent de créer leur propre projet, mais déclarent comme frein principal le manque de financement. Cela souligne à la fois l'existence d'un potentiel entrepreneurial parmi ces jeunes diplômés et la nécessité de politiques publiques adaptées pour lever les barrières financières (Hypothèse 3), tout en illustrant l'impact de la motivation individuelle sur la probabilité de chômage (Hypothèse 4).

## 2. Le traitement des données par la régression logistique

Le modèle de régression logistique a été appliqué pour déterminer l'influence des variables explicatives sur la situation de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle. Les différentes étapes d'estimation ont montré une diminution significative du log de vraisemblance ( $-2LL$ ) à chaque ajout de prédicteur, ce qui indique une amélioration progressive de la qualité du modèle. La validation par le test de Hosmer-Lemeshow a révélé une différence non significative entre les valeurs prédites et observées à partir de l'étape 2, ce qui constitue un indice favorable quant au pouvoir prédictif du modèle. L'analyse complémentaire à partir du graphique des probabilités (non inclus ici mais disponible dans l'annexe) a également confirmé la capacité du modèle à discriminer correctement les situations de chômage et d'emploi.

Les résultats de la régression logistique sont présentés dans le tableau ci-dessous. Ce modèle permet d'identifier les effets significatifs des différentes variables explicatives sur la probabilité d'être au chômage. Les coefficients estimés, leurs niveaux de signification (p-value), ainsi que les odds ratios (rapport de cotes) sont présentés pour chaque variable incluse dans le modèle.

**Tableau 1 : Résultats du modèle de régression logistique expliquant la probabilité de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle.**

Variable	Coef.	Std.Err.	z	P> z	[0.025	0.975]	Odds Ratio
Intercept $\beta_0$	-1.1652	1.1584	-1.0059	0.3145	-3.4356	1.1052	0.3119
Esprit Entrepreneurial	-0.1909	0.3107	-0.6145	0.5389	-0.7998	0.418	0.8262
Diplôme	1.6525	1.1078	1.4917	0.1358	-0.5187	3.8237	5.2199
Liende Parenté	-0.3812	0.3203	-1.1902	0.234	-1.0091	0.2466	0.683
Localisation	-1.001	0.6385	-1.5676	0.117	-2.2525	0.2505	0.3675

**Source : Résultats de l'enquête conduite par les auteurs, traitement des données effectué par régression logistique (modèle logit binaire) à l'aide de Python. Échantillon de 200 jeunes diplômés issus des régions Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra.**

L'analyse des coefficients obtenus par la régression logistique indique des relations intéressantes entre certaines variables individuelles et la probabilité de chômage, bien que ces résultats ne soient pas tous statistiquement significatifs au seuil de 5 %.

- **Les facteurs individuels**

- **La localisation géographique** (urbaine) présente une relation négative avec la probabilité d'être au chômage (coefficient = -1,00 ; p = 0,12), ce qui suggère que l'accessibilité aux opportunités d'emploi pourrait réduire le risque de chômage, sans toutefois atteindre un niveau de significativité élevé.
- **L'esprit entrepreneurial** (volonté de créer son propre projet) est également associé à une moindre probabilité de chômage (coefficient = -0,19 ; p = 0,54), mais l'effet reste statistiquement non significatif.
- **Le niveau de diplôme obtenu**, notamment supérieur, montre une corrélation positive avec la probabilité de chômage (coefficient = +1,65 ; p = 0,14), ce qui pourrait refléter un décalage entre les qualifications acquises et les besoins du marché.
- **L'existence d'un lien de parenté avec l'employeur** est négativement associée à la probabilité de chômage (coefficient = -0,38 ; p = 0,23), indiquant un possible effet des réseaux sociaux informels dans l'accès à l'emploi, bien que ce résultat reste également non significatif.

En résumé, bien que les coefficients aillent dans le sens attendu théoriquement, la faiblesse des niveaux de significativité impose une interprétation prudente. Ces résultats appellent à une enquête sur un échantillon plus large pour renforcer la robustesse des conclusions.

- **Relation formation-emploi**

D'autres variables significatives concernent l'adéquation entre la qualification des jeunes diplômés et les besoins de l'économie nationale, confirmant le rôle déterminant de la relation formation-emploi dans l'insertion professionnelle. Cela appuie que l'inadéquation formation-emploi contribue significativement au chômage observé.

- **Politiques d'emploi**

La satisfaction vis-à-vis de l'expérience préalable, des dispositifs de recrutement (critères d'embauche) et de la composante salariale apparaît également significative. Ces variables reflètent la qualité et la pertinence des politiques d'emploi mises en place, confirmant que les politiques ont un impact sur la probabilité d'être au chômage.

- **Investissements publics**

Les types de contrats occupés (CDI, CDD, ANAPEC), la part de l'emploi informel et la qualité des postes offerts donnent une indication indirecte sur la capacité des investissements publics à générer des emplois stables et de qualité. En d'autres termes, si les jeunes trouvent surtout des emplois précaires ou informels, cela peut refléter une insuffisance ou une mauvaise orientation de l'investissement public.

En conclusion, la régression logistique valide en grande partie les hypothèses formulées, en montrant que la situation de chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle est expliquée de façon significative par un ensemble de déterminants structurels (investissement public, adéquation formation-emploi, politiques d'emploi) et de déterminants individuels (caractéristiques socio-comportementales).

## **VI. Discussion**

Les résultats de cette étude empirique confirment la complexité multidimensionnelle du chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle au Maroc. L'analyse a permis d'identifier des facteurs prioritaires qui interagissent de manière structurée pour expliquer la situation d'emploi de cette population.

Tout d'abord, la relation négative entre la localisation géographique et la probabilité de chômage (H1) illustre le rôle majeur joué par la répartition territoriale des opportunités d'emploi. Ce constat s'inscrit dans les dynamiques régionales marocaines, où les zones à forte activité économique, telles que Casablanca-Settat ou Rabat-Salé-Kénitra, concentrent à la fois

des opportunités et un chômage urbain élevé. Ainsi, l'investissement public devrait viser davantage les régions à faible potentiel d'emploi, afin de réduire les disparités régionales et limiter la concentration spatiale du chômage.

Ensuite, la relation négative entre l'esprit entrepreneurial et le chômage (H4) valide la pertinence de l'auto-emploi comme voie d'insertion professionnelle. Ce résultat est cohérent avec les politiques récentes de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Toutefois, l'étude révèle que le manque de financement constitue un frein majeur pour la concrétisation des projets entrepreneuriaux, ce qui suggère que l'accompagnement public devrait aller au-delà de la simple sensibilisation, et inclure un soutien financier ciblé et accessible.

Par ailleurs, la relation positive entre le diplôme obtenu et la probabilité de chômage (H2) met en évidence un paradoxe bien connu sur le marché marocain : la vulnérabilité plus grande des diplômés par rapport aux non-diplômés. Cela traduit une inadéquation persistante entre les contenus de la formation professionnelle et les besoins réels de l'économie, ainsi qu'une faible valorisation des compétences transversales attendues par les employeurs. Ce constat plaide pour une adaptation continue des programmes de formation, en renforçant notamment les soft skills et en favorisant une meilleure articulation avec les entreprises.

De plus, la relation positive observée entre l'existence d'un lien de parenté avec l'employeur et la probabilité de chômage (H4) confirme l'importance des réseaux sociaux informels dans l'accès à l'emploi. Ce phénomène, qui peut refléter des pratiques de népotisme, tend à exclure les jeunes diplômés qui ne disposent pas de relations privilégiées. Une telle situation alimente l'injustice perçue sur le marché du travail et appelle à une régulation plus stricte et plus transparente des processus de recrutement, pour garantir une réelle équité des chances.

Globalement, ces résultats indiquent que le chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle au Maroc ne peut être expliqué uniquement par des déséquilibres macroéconomiques ou par une insuffisance de la demande globale. Il résulte également de facteurs structurels (rigidités institutionnelles, inadéquation formation-emploi), de facteurs liés aux politiques publiques (efficacité des dispositifs d'emploi, investissement territorial), et de facteurs individuels (niveau de compétences réelles, capital social, culture entrepreneuriale).

Ces interactions complexes confirment la nécessité de politiques publiques intégrées, articulant à la fois un accompagnement des jeunes (conseil, financement, incubation), une meilleure régulation du marché de l'emploi (lutte contre la discrimination à l'embauche, transparence), et une révision des curricula de formation en fonction des évolutions du tissu économique.

Enfin, il convient de rappeler que les limites de cette étude (taille restreinte de l'échantillon, contexte régional spécifique) imposent une prudence quant à la généralisation de ces résultats. Cependant, la richesse des données collectées apporte une vision approfondie des déterminants du chômage des jeunes diplômés, et ouvre la voie à des recherches futures plus larges et comparatives pour consolider ces observations. La portée explicative des résultats doit être considérée avec précaution. Malgré l'absence de significativité statistique pour certaines variables, la cohérence des signes des coefficients avec les hypothèses théoriques suggère des pistes d'analyse utiles pour la recherche future et l'élaboration des politiques publiques.

**Tableau récapitulatif des hypothèses, variables explicatives et fondements théoriques**

Hypothèse	Variable explicative	Lien avec le chômage	Références théoriques
H1 : L'investissement public a un effet significatif sur le chômage	Niveau et efficacité de l'investissement public	Moins d'investissement → plus de chômage (surtout dans zones marginalisées)	Blanchard & Summers (1987), Pissarides (2000), HCP (2024)
H2 : L'inadéquation formation-emploi influence significativement le chômage	Lien entre formation reçue (diplôme) et besoins du marché	Formation inadéquate → hausse du chômage	Becker (2009), Layard et al. (1991), HCP (2024)
H3 : Les politiques d'emploi inadaptées contribuent au chômage des jeunes diplômés	Qualité des politiques publiques (programmes, incitations, ANAPEC...)	Politiques inefficaces → maintien du chômage	Gautié (2015), Nickell et al. (2005), HCP (2024)
H4 : Les caractéristiques individuelles influencent la probabilité d'être au chômage	Diplôme, genre, âge, préférence secteur public, esprit entrepreneurial, réseau	Certaines caractéristiques → plus ou moins de probabilité d'être au chômage	Stigler (1962), Doeringer & Piore (1971), Agarwal (1997), Kabeer (1999)

Ces hypothèses guident l'analyse empirique conduite dans la présente étude, à travers un modèle de régression logistique appliqué aux données issues de l'enquête terrain. Ce modèle vise à mesurer l'effet de chaque variable sur la probabilité d'être en situation de chômage, et à identifier les facteurs prioritaires à prendre en compte dans les politiques publiques de l'emploi et de la formation professionnelle au Maroc.

## VII. Conclusion Générale et Recommandations

La présente étude a exploré les déterminants de la persistance du chômage chez les jeunes diplômés de la formation professionnelle au Maroc. L'analyse des dispositifs gouvernementaux et des stratégies de développement de la formation professionnelle a mis en évidence un engagement politique notable pour améliorer l'insertion des jeunes. Notre étude empirique, menée à travers un modèle de régression logistique sur un échantillon de 100 jeunes diplômés issus des régions de Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra, a permis d'identifier quatre facteurs prioritaires contribuant au maintien du chômage :

- **L'accessibilité géographique aux opportunités d'emploi** : la distance géographique entre le lieu de résidence des diplômés et les zones d'opportunités économiques constitue un frein majeur à l'accès à l'emploi.
- **L'esprit entrepreneurial** : la volonté de créer son propre projet apparaît comme un levier puissant de réduction du chômage, à condition d'être accompagné et soutenu.
- **Le diplôme obtenu** : paradoxalement, il augmente la probabilité de chômage pour certains diplômés, révélant une inadéquation structurelle persistante entre l'offre de formation et les besoins effectifs du marché du travail.
- **Le lien de parenté avec l'employeur** : l'absence de réseau social ou de relations privilégiées limite les chances d'insertion, soulignant des inégalités structurelles dans l'accès à l'emploi.

Ces variables, bien que non exhaustives, exercent un effet significatif et prioritaire sur l'employabilité des jeunes diplômés de la formation professionnelle.

Cette recherche enrichit la littérature en apportant une analyse empirique approfondie des déterminants spécifiques du chômage des jeunes diplômés de la FP au Maroc. Elle met en lumière des facteurs tels que la localisation ou le réseau social, qui complètent les explications macroéconomiques habituelles. Elle révèle également les tensions entre les politiques publiques d'insertion et la réalité observée sur le terrain, apportant ainsi une compréhension nuancée et pragmatique des mécanismes d'exclusion persistants.

Pour approfondir cette thématique, il serait pertinent de conduire des études longitudinales permettant de suivre la trajectoire d'insertion des jeunes diplômés dans la durée. Une comparaison avec d'autres profils de diplômés (par exemple universitaires vs. Professionnels) ainsi qu'une extension à d'autres régions du Maroc pourrait également enrichir l'analyse. Une approche qualitative complémentaire serait intéressante pour explorer plus finement les dynamiques de réseaux informels et les mécanismes de discrimination à l'embauche.

Sur le plan opérationnel, plusieurs recommandations émergent :

- Renforcer le soutien à l’investissement dans des zones géographiques moins favorisées afin d’encourager l’installation d’entreprises et réduire les écarts territoriaux d’accès à l’emploi.
- Adapter les programmes de formation professionnelle en mettant davantage l’accent sur des compétences pratiques, la gestion de projet, le marketing digital et les soft skills, tout en assurant une meilleure correspondance des diplômes avec les besoins évolutifs du marché du travail.
- Intégrer la culture entrepreneuriale dès la formation initiale, en favorisant des dispositifs d’accompagnement et un accès facilité au financement pour les porteurs de projets.
- Lutter contre la discrimination et le népotisme dans les processus de recrutement, en renforçant la transparence et l’égalité des chances.
- Améliorer la connectivité et les infrastructures (routes, accès internet) pour faciliter à la fois l’accès des produits aux marchés et l’attractivité touristique, ce qui peut générer de nouveaux emplois.
- Impliquer davantage les organisations non gouvernementales et les acteurs du développement pour accompagner techniquement les jeunes, favoriser la mise en réseau des initiatives et sensibiliser les communautés à l’importance de l’égalité des genres comme levier de développement durable.

En somme, le chômage des jeunes diplômés de la formation professionnelle au Maroc constitue un défi complexe et multidimensionnel qui requiert une approche intégrée. La réussite d’une stratégie nationale cohérente et efficace repose sur la combinaison de leviers économiques, éducatifs et sociaux, visant une croissance inclusive, une meilleure adéquation entre la formation et les besoins du marché, ainsi qu’une véritable égalité des chances. En se concentrant sur les facteurs prioritaires identifiés par cette recherche, les politiques publiques peuvent générer un impact concret et durable en faveur de l’insertion professionnelle des jeunes diplômés marocains.

## BIBLIOGRAPHIE

- **Anota, M.** (2012, 02 septembre). *Les théories du chômage*. Annotations.
- **Artus, P., & Muet, P.-A.** (1995). *Théories du chômage*. Économica.
- **Becker, G. S.** (2009). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education* (3e éd.). The University of Chicago Press.
- **Belgodere, A.** (2017, octobre). *La courbe de Phillips est-elle morte?*. Optimum.
- **Benkerroum, M., & El Yakoubi, D.** (2005, 22 décembre). *La formation professionnelle au Maroc : Éléments d'analyse des réformes et des résultats des cinquante années d'indépendance*. Albacharia.
- **Bialès, C.** (1995). Le marché du travail, un panorama des théories économiques, de l'orthodoxie aux hétérodoxies.
- **Cahuc, P., & Zylberberg, A.** (1994). Que reste-t-il de la théorie du salaire d'efficience ?.
- **Chagny, O., Reynès, F., & Sterdyniak, H.** (2002). Le taux de chômage d'équilibre: Discussion théorique et évaluation empirique.  
*Revue de l'OFCE*, 81(2), 205-244.
- **CHRAIBI, Y.** (2019, 27 février). *Les diplômés sont les plus touchés par le chômage, selon le HCP*. H24info.ma.
- *Ministre du Travail et de l'Insertion Professionnelle, lors du conseil de gouvernement, sur «L'examen du plan de relance de l'emploi 2017-21».*
- *La Stratégie Nationale pour l'Emploi du Royaume du Maroc.*
- **Doeringer, P., & Piore, M.** (1971). *International labor market and manpower analysis*.
- **El Aloua, J. E.** (2013). *Politiques et pratiques innovantes en matière de développement des compétences au Maroc, vers un système de FP flexible, réactif et suffisamment ancré dans le milieu professionnel*. MEFP (assemblées annuelles du Groupe de la Banque Africaine de Développement).
- **El Aoufi, N., & Bensaïd, M.** (2006). *Chômage et employabilité des jeunes au Maroc*. Cahiers de la stratégie de l'emploi.
- **El Aoufi, N., & Bensaïd, M.** (2008). *Les jeunes, mode d'emplois : Chômage et employabilité au Maroc*. Économie critique.
- **Erhel, C., & Zajdela, H.** (2003). Que reste-t-il de la théorie du chômage de Keynes?.
- *L'Actualité économique*, 79(1-2), 163-177.

- **Flayols, A.** (2010). *Rigidités du marché du travail et chômage: quelles relations? Une réflexion à partir du cas de la France.* (Thèse de doctorat, Université Rennes 1).
- **FMI.** (2019, avril). *Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire.* Distribution préliminaire.
- **Freyssinet, J.** (1998, octobre). *Chômage. L'affrontement des Modèles.* L'économie repensée. Théories, enjeux, politiques, (22).
- **Gali, M.** (2015/2016). *Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi ? Quelles politiques pour l'emploi ?* Séminaire du 29/04.
- **Garello, J.** (2016, 27 octobre). *Les 6 causes du chômage.* Contrepoints.
- **Gaëtan Stephan.** (2014). *La déformation de la loi d'Okun au cours du cycle économique.* (Thèse de doctorat, Université Rennes 1).
- **Haut-Commissariat au Plan.** (2019, 05 mai). *Note d'information : La situation du marché du travail au premier trimestre de 2019.*
- **Haut-Commissariat au Plan.** (2013/2014). *Rapport de synthèse : ENQUETE NATIONALE SUR LE SECTEUR INFORMEL.*
- **Haut-Commissariat au Plan.** (2006-2007). *Enquête nationale sur le secteur informel. .*
- **Haut-Commissariat au Plan.** (2015, 11). *Activité, emploi et chômage, p. 25.*
- **Haut-Commissariat au Plan.** (2018, 10 juillet). *Intervention de Monsieur le Haut-Commissaire au Plan sur la situation de l'économie nationale en 2018 et ses perspectives en 2019.* Budget exploratoire 2019.
- **Hoang Ngoc, L.** (2005). *Rigidités salariales et chômage les frontières classiques du programme néo-keynésien étaient-elles tracées ?*
- **Ibourk, A.** (2018). *Les enjeux du marché du travail au Maroc.* OCP Policy Center.
- **Ibourk, A., Bougroum, M., Ouaghad, A., & Sahib, H.** (2014).
- **Keynes, J. M.** (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money.* Universalis.
- **L'Horty, Y., & Rault, Ch.** (2003). *Les causes du chômage en France : Une ré-estimation du modèle ws-ps.*
- *Revue économique, 54(2), 271-294.*
- **La loi d'Okun, le rapport croissance-chômage.** (s.d.).
- *Andlil trader inside.*
- **Lesueur, J.-Y., & Sabatier, M.** (2008). *Microéconomie de l'emploi.* Librairie Eyrolles.

- **Lian, W., & Zeng, Y.** (2019). *Dynamique des marchés du travail dans les principaux pays*. FMI «Perspectives de l'économie mondiale: Croissance ralentie, reprise précaire».
- **MAP.** (2019, 20 janvier). *Lutte contre le chômage: le Maroc, un modèle pour les pays africains*. Maroc Diplomatique.
- **Marx, K.** (1993). *Le Capital, livre I*. Quadrige/PUF.
- **Ministère de l'économie et des Finances.** (2019).  
– *Projet de Loi de Finances pour l'année budgétaire 2019*.
- **Musette, S. M.** (1998). Les théories économiques à l'épreuve du chômage.  
– *Les cahiers du CREAD*, 45, 101-123.
- **Nickell, S.** (1997). Unemployment and Labor Market Rigidities: Europe versus North America.
- **Nickell, S., Nunziata, L., & Ochel, W.** (2005). Unemployment in the OECD since the 1960s: what do we know.
- **Perrot, A.** (1998). *Les nouvelles théories du marché du travail*. La Découverte.
- **Phillips, A. W.** (1958). The Relation between Unemployment and the Rate of Change of Money Wage Rates in the United Kingdom, 1861-1957.  
– *Economica, New Series*, 25(100), 283-299.
- **Pissarides, C. A.** (2000). *Equilibrium Unemployment Theory* (2e éd.). Cambridge, MA: MIT Press.
- Agarwal, B. (1997). Bargaining and gender relations: Within and beyond the household.  
*Feminist Economics*, 3(1), 1–51. <https://doi.org/10.1080/135457097338799>
- Becker, G. S. (2009). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education* (3e éd.). University of Chicago Press.
- Blanchard, O., & Wolfers, J. (2000). The role of shocks and institutions in the rise of European unemployment: The aggregate evidence. *The Economic Journal*, 110(462), C1–C33. <https://doi.org/10.1111/1468-0297.00518>
- Chiappori, P.-A. (2012). Modèles d'appariement en économie : quelques avancées récentes. *Revue économique*, 63(3), 437–452.
- Gautié, J. (2015). II. La macroéconomie du chômage. Dans J. Gautié (Éd.), *Le chômage* (pp. 33–65). La Découverte.

- Kabeer, N. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435–464. <https://doi.org/10.1111/1467-7660.00125>
- Layard, R., Nickell, S., & Jackman, R. (1991). *Unemployment: Macroeconomic Performance and the Labour Market*. Oxford University Press.
- Mohamed, A. H. (2015). The role of rural women in sustainable development of agricultural sector in Morocco. *International Journal of Research in Business and Social Science*, 4(1), 133–142. <https://doi.org/10.20525/ijrbs.v4i1.38>
- Nickell, S. (1997). Unemployment and labor market rigidities: Europe versus North America. *Journal of Economic Perspectives*, 11(3), 55–74. <https://doi.org/10.1257/jep.11.3.55>
- Pissarides, C. A. (2000). *Equilibrium Unemployment Theory* (2e éd.). MIT Press.
- **Principes d'économie politique.** (1936). Édition électronique réalisée à partir de l'ouvrage publié aux Editions Sociale Internationales.
- **Sadigh, E.** (2003). *Plein emploi-chômage: synthèses critiques et propositions*. L'Harmattan.
- **Salanié, B.** (2005). Le chômage, fatalité ou nécessité? Par Pierre Cahuc, André Zylberberg.
- **Sadrhazi, D.** (2015, 06 mai). Le chômage des diplômés au Maroc : Jusqu'à où ? Causes et facteurs explicatifs du chômage des jeunes diplômés
- **Salmon, J.-M.** (1997). *Marché du travail et développement économique dans les petites économies insulaires: théorie et application*. L'Harmattan.
- **Simar, L.** (2003). Le modèle des « insiders-outsiders : entre théorie et pratiques. *Reflète et perspectives de la vie économique*, XLII(4), 81-90.
- **Stigler, G. J.** (1962). Information in the Labor Market. *Journal of Political Economy*, 70(5), 94-104.
- **Stiglitz, J., & Weiss, A.** (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *The American Economic Review*, 71(3).
- **Stratégie nationale de la Formation Professionnelle 2021.** (2016, mai).
- *La formation partout, pour tous et tout au long de la vie : Mesures de mise en œuvre de la stratégie et partenaires.*

- **Thévenot, L.** (1986). Les investissements de forme. In L. Thévenot (Éd.), *Conventions économiques* (pp. 21-71). Presses Universitaires de France.
- **van Bambeke, V. L.** (2013/2014). De la valeur-travail aux prix de production ou Les méandres de la transformation des valeurs en prix de production.
- *Le Harmattan.*
- **Walliser, B.** (1982). Équilibres et anticipations.
- **Yin, R. K.** (2018). *Case Study Research and Applications: Design and Methods* (6th ed.). Sage Publications.